

Résolution 1772, approuvée par 81 voix, sans opposition, avec 11 abstentions; elle demandait à l'ECOSOC de porter de 18 à 21 le nombre des membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

Résolution 1773, coparrainée par le Canada et adoptée à l'unanimité. Recommandait aux États membres a) de tenir compte des besoins de l'enfance et de l'adolescence dans leur planification et leur administration, b) de donner l'importance qui convient à leurs programmes nationaux en faveur des enfants et des adolescents, et c) de tirer entièrement profit des services offerts par le FISE.

Résolution 1775, adoptée à l'unanimité. Prieait le secrétaire général de nommer un comité spécial chargé de prendre des dispositions en vue de commémorer le quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Commission des droits de l'homme examinerait à sa dix-neuvième session les plans élaborés par le comité en vue de cet événement. Le Canada a été l'un des coauteurs de cette résolution et fut ensuite nommé membre du comité spécial.

Résolution 1776, adoptée à l'unanimité. Aux termes de cette résolution, la Commission des droits de l'homme chercherait à faire adopter des mesures destinées à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et ferait rapport à ce sujet à la prochaine session de l'Assemblée générale.

Résolution 1777, adoptée à l'unanimité. Invitait l'ONU, les États membres, les institutions spécialisées et divers organismes non gouvernementaux à mettre en œuvre conjointement, sous les auspices des Nations Unies, un programme à long terme en vue d'améliorer la condition de la femme dans les pays en voie de développement.

Résolution 1778, adoptée à l'unanimité. Elle avait trait au développement des moyens nationaux d'information dans les pays en voie de développement et demandait que ce problème soit traité au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

Résolution 1782, adoptée par 80 voix (dont le Canada), sans opposition, avec 21 abstentions. Prévoit l'expansion du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. En appuyant cette résolution, un certain nombre de délégations, y compris celle du Canada, ont exprimé l'espoir que cette expansion puisse avoir lieu sans grever exagérément le budget.

Aide aux réfugiés

Le Haut-Commissaire des Nations Unies (HCR) pour les réfugiés a pour tâche de fournir une protection internationale aux réfugiés qui se trouvent sous son mandat. Il vient en aide également aux autres catégories